



**CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE  
ENTRE LE CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE  
ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS  
DE LANDERNEAU DAOULAS  
POUR L'ORGANISATION DES TRANSPORTS SCOLAIRES**

**2022/2028**

**VU** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

**VU** le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

**VU** la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;

**VU** le Code des transports et notamment ses articles L.3111-7, L. 3111-9 ;

**VU** la convention de partenariat mobilités en date du 14 avril 2021 ;

**VU** la délibération n°DCC2021\_118 (modifiant les statuts et actant le passage en agglomération) ;

**VU** la délibération n°X de la Commission permanente du Conseil régional en date du X approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président du Conseil régional à la signer ;

**VU** la délibération n°X du conseil de communauté de l'EPCI Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas en date du X approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président de l'EPCI à la signer ;

**VU** la délibération n°DCC2021\_179 en date du 17 décembre 2021 de délégation de compétence pour l'organisation des transports scolaires de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas au Conseil Régional de Bretagne,

**ENTRE :**

**La Région Bretagne,**

283 avenue du Général Patton

CS 21101

35711 Rennes CEDEX 7

Représentée par Monsieur Loïc CHESNAIS-GIRARD, agissant en sa qualité de Président du Conseil régional de Bretagne

Ci-après dénommée « la Région » ou « la Région Bretagne »

D'une part,

**ET :**

**L'EPCI Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,**

Communauté d'agglomération à fiscalité propre

Maison des Services Publics

29208 Landerneau

Représenté par Monsieur Patrick LECLERC, agissant en sa qualité de Président de la communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Ci-après dénommée « Agglomération » ou « Agglomération de Landerneau-Daoulas »

D'autre part.

## **IL A ETE CONVENU LES DISPOSITIONS SUIVANTES :**

### **PREAMBULE**

Région et Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas se sont accordées, par une convention stratégique en date du 14 avril 2021 et portant jusqu'en fin 2026, sur les fondements d'un partenariat visant à améliorer l'articulation des offres de mobilités en réponse aux besoins des acteurs du territoire communautaire.

La Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas, compétente en matière de mobilités en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021, devient Agglomération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, par modification de ses statuts

A cet effet, les deux parties souhaitent, sur la base du partenariat existant, permettre une transition maîtrisée en matière de services opérés sur le territoire de l'agglomération, au bénéfice de tou.te.s.

Ainsi, l'Agglomération demande à ce que la Région accepte de continuer à opérer le transport des scolaires par délégation pendant une période transitoire permettant de garantir la plus grande cohérence des réseaux de transport, et afin d'offrir la plus grande mutualisation de services possible. La Région met ainsi à disposition son réseau *BreizhGo* pour assurer le transport des scolaires.

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir le périmètre, l'organisation et la durée de la délégation de compétence par l'Agglomération à la Région Bretagne concernant le transport scolaire.

D'autre part, la présente convention organise l'exercice du transport urbain et non urbain entre l'Agglomération et la Région.

Elle se substitue à la convention et les avenants conclus avec la ville de Landerneau en tant qu'ancienne Autorité Organisatrice du réseau Ar'Bus.

### **ARTICLE 2 – DELEGATION DE COMPETENCE SUR LE PERIMETRE DU SERVICE DE TRANSPORT SCOLAIRE**

L'Agglomération est responsable de l'organisation du service des transports scolaires, en application de l'article L. 3111-7 du code des transports, à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2022.

L'Agglomération délègue à la Région Bretagne, l'organisation des services de transports scolaire sur son ressort territorial en application de l'article L.3111-9 du Code des Transports, pour les lignes scolaires circulant sur son ressort territorial et détaillées en annexe de la présente convention (annexer les lignes et leurs effectifs estimés).

La Région continue ainsi à intervenir sur le même périmètre qu'auparavant et dans les mêmes conditions, selon les modalités qui lui sont propres en matière de règlement de transport scolaire et permettant une qualité de service appréciée au niveau régional.

Il est convenu entre les parties que les délégations à des Autorités de second rang scolaires (AO2 – Communes de Daoulas, Loperhet et Syndicat Intercommunal du Plateau de Ploudiry) seront maintenues et que Landerneau Agglomération conventionnera désormais avec chacune d'entre elles.

Il est convenu entre les parties que la délégation de compétence pour le service de transport scolaire s'exerce sans nouvelle contrepartie financière, hors reprise des dispositions antérieures. Toute

modification dérogeant au règlement régional en matière de transport scolaire souhaitée par l'agglomération en termes de moyens supplémentaires mis à disposition (doublement des dessertes, etc.) sera financée intégralement par l'agglomération.

Le règlement régional 2021-2022 est annexé à la présente convention. La Région Bretagne met à jour le règlement régional annuellement et en informe l'Agglomération.

### **ARTICLE 3 – COOPERATIONS SUR LES SERVICES DE TRANSPORT URBAIN ET NON URBAIN**

L'Agglomération est responsable de l'organisation du service des transports réguliers intégralement effectués au sein de son ressort territorial, en application de l'article L. 1231-1 du code des transports, à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2022.

L'Agglomération assure l'organisation et la gestion du réseau Ar Bus actuellement déployé sur la ville de Landerneau.

La Région continue à assurer l'organisation et la gestion des lignes interurbaines du réseau BreizhGo traversant le territoire de l'Agglomération, étant entendu qu'aucune ligne BreizhGo n'est intégralement dans le ressort territorial de l'Agglomération.

L'Agglomération pourra déployer une offre complémentaire au réseau urbain Ar Bus, à ses frais, sous réserve de solliciter l'avis de la Région au préalable et sous réserve que l'offre complémentaire ne vienne pas concurrencer l'offre BreizhGo. Le cas échéant l'offre complémentaire pourra consister en du Transport à la Demande.

Les parties conviennent que les renforcements de l'offre des lignes BreizhGo pour les trajets intéressant l'Agglomération sont définies conjointement par les parties en même temps que ses modalités de financement et mises en œuvre par la Région dans le cadre de ses contrats.

### **ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTIES**

#### **4.1 L'Agglomération**

La Communauté d'agglomération est responsable de la politique générale des services de transports scolaires, non urbains réguliers ou à la demande sur son ressort territorial.

A ce titre, pour la période de la présente convention :

- Elle est responsable des services liés à sa compétence mobilité,
- Elle s'engage à continuer à financer les services de transports collectifs déjà existants (réseau Ar'Bus) qu'elle met en œuvre,
- Elle s'engage à financer tout moyen supplémentaire en matière de transport scolaire, dérogeant au règlement régional en matière de transport scolaire.

#### **4.2 La Région**

La Région Bretagne exerce, au nom et pour le compte de la Communauté d'agglomération, le service décrit à l'article 2 de la présente convention et s'assure de sa bonne organisation.

A ce titre, pour la période de la présente convention, elle assume l'ensemble des missions en matière de transport scolaire qui incombent à l'Autorité Organisatrice des Mobilités Landerneau Agglomération sur son ressort territorial, en dehors de tout circuit scolaire primaire exclusif.

Parmi ces missions, la Région devra notamment :

- exploiter les services de transport selon les principes de fonctionnement du service public (continuité, égalité, accessibilité ...) et définir le règlement applicable aux usagers,
- définir le niveau de service et la politique tarifaire sur le territoire de la Communauté d'agglomération,

- définir tout ajustement du plan de transports pendant la durée de la convention,
- instruire les inscriptions et abonnements, délivrer les titres de transports sur son territoire de compétence déléguée,
- s'assurer de la bonne exécution des services et des prescriptions contractuelles sur le terrain ; le Région a également un rôle de signalement, de mise en œuvre de mesures d'urgence (intempéries par exemple), ou d'actions de sensibilisation, et ce, tel qu'elle l'aurait fait avant la mise en œuvre de la présente convention,
- assurer le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes correspondant à cette compétence, ainsi que les éventuelles déclarations de TVA liées aux opérations de gestion effectuées pendant la durée de la délégation,
- signer les conventions, les marchés et tout acte d'exécution des marchés ; toutefois, certaines conventions, de par leur sensibilité politique, financière ou juridique, devront faire l'objet d'échanges en amont avec les services de la Communauté d'Agglomération pour information ou approbation préalable. Les contrats engageant au-delà de la durée de la présente convention seront ainsi signés de façon tripartite.
- Informer l'Agglomération en amont de toute évolution relative au règlement applicable aux usagers, au niveau de service, à la politique tarifaire et au plan de transport, par rapport à la situation existante à l'entrée en vigueur de la présente convention,
- Assurer la transmission régulière d'informations relatives à la gestion du service à la Communauté d'Agglomération

Sont annexés à la présente convention les documents suivants :

- Annexe 1 : effectifs transportés en 2020/2021
- Annexe 2 : la liste des lignes scolaires et coût d'exploitation global.

#### **ARTICLE 5 – DUREE DE LA DELEGATION**

L'exécution du service de transport par la Région visée à l'article 2 est établie pour une période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 5 juillet 2028, échéance des Délégations de service publics liant la Région à ses exploitants des lignes BreizhGo.

#### **ARTICLE 6 – MOYENS DE FONCTIONNEMENT**

Le service public de transport BreizhGo est exploité dans le cadre de délégations de service public passées par la Région depuis le 6 juillet 2020.

Les moyens de fonctionnement correspondants à ce services public (personnel, biens, logiciels) sont ceux de la Région.

#### **ARTICLE 7 – RELATION AUX USAGERS, COMMUNICATION ET GOUVERNANCE**

##### **7.1 Relation aux usagers**

La Région est chargée de la gestion de proximité et des relations avec les usagers, ainsi que de leurs associations représentatives.

A ce titre, elle collecte les requêtes des usagers et examine les conditions de leur satisfaction.

Elle instruit les requêtes et en fait part à la Communauté d'agglomération de Landerneau lorsque leurs effets se poursuivront au-delà de la période de la présente convention.

## 7.2 Communication institutionnelle

Durant la période au cours de laquelle la Région exécutera le service public sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Landerneau, les parties conviennent d'adapter une communication adaptée au réseau *BreizhGo*.

## 7.3 Gouvernance

Le cadre de gouvernance adopté est celui défini par la convention de partenariat mobilités conclue entre les deux parties.

Une réunion technique annuelle de préparation de la rentrée scolaire pourra être initiée par les parties.

### **ARTICLE 8 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

La somme versée par la Région à la ville de Landerneau en tant qu'Autorité Organisatrice du réseau Ar'Bus, soit la somme de 43 858 €, sera versée à la Communauté d'Agglomération à compter de l'année scolaire 2022/2023. Par ailleurs, au titre des sommes versées aux AO2 (cf article 2), la Région versera à l'Agglomération la somme de 58 165 €. Au total, la Région versera annuellement, sans révision, la somme de 102 023 € à l'Agglomération.

Le versement interviendra au cours du premier trimestre de l'année scolaire.

La Région s'engage à solder la participation financière due aux communes pour l'année scolaire 2021-2022 dans les conditions prévues par les conventions de délégations de compétence transports scolaires établies entre la Région et les AO2 concernées.

### **ARTICLE 9 – INFORMATION SUR LE SERVICE ET RAPPORT D'ACTIVITE**

La Région veillera à porter à connaissance toute difficulté relative à l'exercice de la compétence qui lui est déléguée.

Elle transmettra à l'agglomération un bilan annuel de l'exercice de la compétence pour les lignes circulant sur le ressort territorial de l'Agglomération (effectifs, données financières, qualité du service rendu, problématiques rencontrées...) selon des modalités à convenir entre les parties.

### **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINALES**

#### 10.1 Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties et pour une durée pouvant aller jusqu'au 5 juillet 2028, sans préjudice des dispositions de l'article 4.

#### 10.2 Modification de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui sera adopté dans les mêmes conditions de forme et de procédure que la présente convention.

### 10.3 Résiliation de la convention

Les parties peuvent convenir de mettre fin à la convention avant son échéance. Dans ce cas la décision doit intervenir au moins 18 mois avant la nouvelle effective de fin de la convention. Une telle décision est actée par avenant.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée sur demande de la partie lésée dans ses droits à l'expiration d'un délai de trois mois, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant les engagements non tenus, et restée sans réponse.

### 10.4 Responsabilité des parties

Pendant toute la durée de la délégation visée à l'article 5, la Région exerce le service visé à l'article 2 au nom et pour le compte de la Communauté d'agglomération. L'action de la Région engagera juridiquement la Communauté d'agglomération, à compter du 01/01/2022, et la responsabilité de cette dernière pourra être recherchée.

Cependant, la responsabilité de la Région Bretagne pourra être directement recherchée dans les cas suivants :

- dans l'hypothèse où la Région se serait rendu coupable d'une faute (de type délit ou d'un quasi-délit, c'est-à-dire faute d'imprudence ou de négligence) ;
- dans l'hypothèse où elle aurait agi en dépassement des limites de la convention.

### 10.5 Assurances

Landerneau Agglomération déclare avoir régulièrement informé son assureur responsabilité civile et dommages aux biens de l'existence de la présente convention entre elle et la Région.

La Région devra être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et professionnelle découlant des articles 1382 à 1384 du code civil ainsi qu'au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil.

Ces assurances devront couvrir les conséquences pécuniaires des responsabilités contractuelles, délictuelles et quasi délictuelles pouvant incomber au titulaire du contrat à la suite des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés à leurs cocontractants et aux tiers, du fait de leurs activités et des biens des personnes nécessaires à l'exercice de ces activités.

## 10.6 Règlement des litiges

Tout litige relatif à l'application de la présente convention sera porté devant le tribunal administratif de Rennes s'il s'avère que les voies de conciliation n'arrivent pas à leurs fins.

## 10.7 Exécution de la convention

Le Président du Conseil régional de Bretagne, le Président de Landerneau Agglomération sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux, dont 1 pour chaque signataire.

**Pour la Région,**

**Pour l'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas**

**Le**

**Le**

**Le Président du Conseil régional,**

**Le Président de l'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas**

**Loïc CHESNAIS-GIRARD**

**Patrick LECLERC**